



APE Do Kamo



Nouméa, le 15 mars 2021

Communiqué de presse de l'APE du lycée Do Kamo et de l'UGPE

L'Association des Parents d'Elèves du lycée Do Kamo de l'Alliance Scolaire et l'Union des Groupements de Parents d'Elèves (UGPE) tiennent à réagir aux dernières déclarations des membres du gouvernement et notamment de son porte parole, M. Christopher GYGES qui en appelle à la solidarité des Parents d'élèves. Selon eux, les parents doivent accepter sans discuter que l'internat des garçons du lycée Do Kamo soit mis à disposition pour l'accueil des SDF de la Ville.

Sur le fonds de la question : Les parents d'élèves estiment qu'ils n'ont aucune leçon de solidarité à recevoir de la part de personnes qui depuis des années ont méprisé, rejeté et déplacé les SDF du centre-ville à la périphérie la plus lointaine et la plus polluée de l'agglomération. Comment se fait-il que ces équipes, municipales, provinciales et gouvernementales n'ont jamais été capables de mettre en place des lieux d'hébergement de secours ou d'urgence pour cette population de sans domicile fixe et ce serait maintenant à l'internat de Do Kamo à pallier les insuffisances de ces décideurs politiques ?

Aussi, il est vraiment indécent que ces hommes et femmes politiques utilisent la cause des SDF en période Covid 19 pour se donner bonne conscience, et mettre à l'index des parents d'élèves soucieux du dialogue.

Nous apprenons seulement maintenant que le CA de l'ASEE ainsi que l'EPKNC avaient donné leur aval au prêt de l'internat. Mais aucun membre de ces deux instances n'a pris le temps de se concerter avec les représentants des parents d'élèves à ce sujet. Depuis une semaine que cette annonce a été publiée dans la presse, il faut savoir que déjà plusieurs SDF se sont présentés à l'internat de Do Kamo en demandant à être hébergés. Comme ils n'étaient accompagnés par personne, le personnel de l'internat qui était de permanence les a renvoyés. En effet, comment peut-on ouvrir un internat dans lequel les élèves ont laissé toutes leurs affaires personnelles à des personnes externes à la structure, sans prévenir ni les jeunes ni les parents ? En cette période de pandémie, les parents d'élèves, sont inquiets pour la santé et la sécurité des enfants à leur retour à l'internat.

La décision est parue dans la presse mercredi 10 mars 2021, n'était-il pas possible d'organiser une communication à l'adresse des parents et des jeunes en leur donnant tous les éléments ?



APE Do Kamo



Nous, parents d'élèves, nous disons simplement que nous ne sommes pas d'accord d'utiliser l'internat alors que d'autres structures gouvernementales ou provinciales ou municipales dotées d'équipements adéquats existent et pourraient être utilisées de façon plus pérenne.

A aucun moment nous n'avons été approchés par la Directrice, Mme Le Moal pour entamer un dialogue. Lorsque les parents se sont présentés devant l'internat, ce lundi 15 mars pour essayer d'avoir des éléments et marquer leur désapprobation, madame Le Moal a été très agressive et en s'appuyant sur des agents de la police nationale leur a intimé l'ordre de partir et les a menacés de porter plainte « pour occupation d'un lieu privé qui m'appartient ». Une Assemblée Générale des Parents d'élèves de Do Kamo sera convoquée prochainement pour informer tout le monde et voir quelles suites donner à cet affront fait aux parents d'élèves.

Le lycée Do Kamo ainsi que son internat ont été défendus, portés moralement et financièrement par de nombreux parents d'élèves fiers de ses structures pendant des décennies. Il nous semble qu'ils ont aussi leurs mots à dire, non pas contre les SDF, mais pour un véritable dialogue et une concertation dont ils doivent être partie prenante au bénéfice des élèves et de toutes les catégories de citoyens qui eux aussi ont droit à la considération qu'ils méritent.

Pour tout contact ou précisions, appeler
Mr TUPAISSI Jean Claude
Président de l'APEL DOKAMO (tel 98 71 21)

Mme MURCIA Virginie
Présidente UGPE (tel 827 407)

